

ONG à l'oeuvre

le fer de lance de la
campagne pourla
sécurité
HUMAINE

photo : ACDI



facultatif à la Convention sur les droits de l'enfant) interdisant le recrutement militaire et l'utilisation, durant les hostilités, de toute personne de moins de 18 ans. Le Canada a été l'un des premiers pays à contribuer à celle-ci lorsqu'elle a été mise sur pied en juin 1998.

Refléter dans le droit international des concepts comme les droits de la personne et l'affranchissement de la crainte est une tâche que les gouvernements ne peuvent accomplir seuls. À chaque étape, ils ont besoin de la force motrice des groupes et des particuliers qui oeuvrent dans le secteur privé au sein d'organisations non gouvernementales. Les ONG ont joué un rôle clé dans le processus qui a culminé avec l'adoption de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel. Leurs efforts ont d'ailleurs été reconnus avec l'obtention du prix Nobel de la Paix en 1997 par la Campagne internationale pour interdire les mines terrestres,

une coalition de plus de 1 000 ONG réparties dans au-delà de 60 pays. Les ONG suivantes ont participé aux initiatives qui ont mené à la création, en 1998, de la Cour criminelle internationale : NGO Coalition for an ICC, Human Rights Watch et le Lawyers Committee for Human Rights.

Prenant la parole lors de l'Appel de La Haye pour la paix, en mai dernier, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a reconnu que c'est l'action des ONG qui a permis de faire récemment des progrès dans le domaine de la sécurité humaine. Il a déclaré aux représentants des ONG qui assistaient à la Conférence : « Votre dynamisme, votre savoir-faire et vos idées sont indispensables. »

Parmi les exemples marquants de collaboration ONG-gouvernement qu'appuie le Canada, on peut citer :

La **COALITION POUR FAIRE CESSER L'UTILISATION DES ENFANTS-SOLDATS**. Cette coalition vise à promouvoir l'adoption ainsi que l'adhésion à des normes régionales, nationales et internationales (y compris un protocole

Ces institutions de la société civile sont souvent parmi les rares organes qui peuvent assurer la sécurité humaine dans des États affaiblis et dévastés par des conflits intérieurs ou qui essaient de s'en relever.

— Sadako Ogata

HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Le **RÉSEAU INTERNATIONAL D'ACTION SUR LES ARMES LÉGÈRES**. Lancé lors de l'Appel de La Haye pour la paix en mai 1999, ce réseau facilite l'action des ONG visant à prévenir la prolifération et l'utilisation abusive des armes légères.

Le **RÉSEAU DE MISE EN APPLICATION DE LA PAIX** de l'Institut Fafo pour les sciences sociales appliquées, de Norvège. Ce réseau cherche à renforcer l'aide internationale dans les situations qui suivent les conflits au moyen de forums thématiques destinés à explorer les politiques et les pratiques qui appuient l'application des accords de paix.

Le **PROJET DES SOCIÉTÉS RAVAGÉES PAR LA GUERRE**. Il s'agit d'une initiative internationale destinée à aider les sociétés à se remettre de la guerre et à bâtir une paix durable. Créé par l'Institut de recherche de l'ONU pour le développement social et par le Programme pour les études stratégiques et de sécurité internationale, le Projet a mené des recherches et oeuvré dans des pays sortant de la guerre.

Le **COMITÉ COORDONNATEUR CANADIEN POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX** (CCCCP). Il regroupe des ONG, des instituts, des universitaires et d'autres particuliers chargés de définir la politique des organisations non gouvernementales oeuvrant pour la consolidation de la paix. Le CCCP a aidé le gouvernement canadien à identifier les enjeux clés de sécurité humaine, tels l'égalité des sexes, les enfants affectés par la guerre et les armes légères, qui ont éclairé et guidé la politique étrangère canadienne.

L'Initiative canadienne de consolidation de la paix, un programme conjoint du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et de l'Agence canadienne de développement international, procure des fonds et d'autres formes d'assistance à de nombreuses ONG dont les activités touchent la sécurité humaine. Ces ONG comprennent :

- Project Ploughshares, parrainé par le Conseil canadien des Églises et mis en oeuvre par l'Institute of Peace and Conflict Studies;
- la Banque canadienne des ressources pour la démocratie et les droits de la personne;
- le projet de CUSO, Armes contre des outils, qui vise à récupérer et détruire des caches d'armes posant une menace à la paix au Mozambique. ●—